

**Revue Congolaise des Sciences & Technologies**

ISSN: 2959-202X (Online); 2960-2629 (Print)

<https://www.csnrdc.net/>**OPEN ACCESS****REVUE
CONGOLAISE
DES SCIENCES
ET TECHNOLOGIES****Étude comparative des violences basées sur le genre dans deux arrondissements urbains d'Antananarivo (3ème et 5ème), Madagascar****[Comparative study of gender-based violence in two urban districts of Antananarivo (3rd and 5th), Madagascar]****Raharijaona Sarindra^{1*}, Randriamanantena Rakotoarisoa Jaqueline¹ & Rabarison Arsène Andriatiana²**¹*École doctorale Sciences Humaines et Sociales, Université d'Antananarivo*²*École Nationale d'Administration de Madagascar***Résumé**

Cette étude analyse les violences basées sur le genre (VBG) dans les arrondissements 3 et 5 d'Antananarivo, Madagascar, en lien avec le niveau de vie et le revenu. Une enquête quantitative a été menée en 2024 auprès de 500 participants, à l'aide d'un questionnaire structuré. Les résultats montrent une majorité de femmes parmi les participants (93,94 % à Antananarivo 3, 89,27 % à Antananarivo 5) et une précarité importante, avec plus de 60 % vivant en dessous du seuil de pauvreté et 65 à 70 % percevant moins de 9 000 Ariary par mois. Les violences mixtes sont les plus fréquentes (50,77 % à Antananarivo 3, 37,28 % à Antananarivo 5), suivies de la violence psychologique et physique. Les causes identifiées sont le chômage, la faible éducation, la drogue et le jeune-âge. Des corrélations significatives ($p < 0,05$) montrent que la précarité socio-économique accroît la vulnérabilité aux VBG. Les conséquences principales incluent l'isolement, les blessures et les troubles du sommeil. Ces résultats soulignent l'urgence de stratégies de prévention intégrées et de soutien socio-économique et psychosocial pour protéger les femmes et les jeunes.

Mots-clés : Violence basée sur le genre, Facteurs socio-économique, Niveau de vie, Antananarivo, Madagascar.**Abstract**

This study examines gender-based violence (GBV) in the 3rd and 5th districts of Antananarivo, Madagascar, in relation to living standards and income. A quantitative survey was conducted in 2024 with 500 participants using a structured questionnaire. Results show a majority of female participants (93.94% in District 3, 89.27% in District 5) and significant economic vulnerability, with over 60% living below the poverty line and 65–70% earning less than 9,000 Ariary per month. Mixed forms of violence were the most reported (50.77% in District 3, 37.28% in District 5), followed by psychological and physical violence. Identified causes include unemployment, low education, drug use, social, and young age. Significant correlations ($p < 0.05$) indicate that socioeconomic vulnerability increases exposure to GBV. Main consequences included isolation, injuries, and sleep disturbances. These findings highlight the urgent need for integrated prevention strategies and socioeconomic and psychosocial support to protect women and youth in urban Madagascar.

Keywords: Gender based violence, Antananarivo, Socio-economic factor, Living standards, Antananarivo, Madagascar.

*Auteur correspondant : Raharijaona Sarindra, (sarindraraharijaona49@gmail.com). Tél. : (+261) 37 69 100 06

<https://orcid.org/0009-0009-4107-4800> Reçu le 07/08/2025 ; Révisé le 02/09/2025 ; Accepté le 29/09/2025

DOI: <https://doi.org/10.59228/rcst.025.v4.i4.194>

Copyright: ©2025 Raharijaona et al. This is an open-access article distributed under the terms of the Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International License (CC-BY-NC-SA 4.0), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original author and source are credited.

1. Introduction

Les violences basées sur le genre (VBG) constituent aujourd'hui un problème majeur à la fois de société en ses causes et de santé publique en ses conséquences avec un impact sur les droits humains. Elles affectent durablement la santé physique, psychologique et sociale des victimes. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé, près d'une femme sur trois dans le monde a déjà subi une forme de violence physique ou sexuelle de la part de son partenaire intime au cours de sa vie (OMS, 2021). En Afrique subsaharienne, la prévalence est particulièrement élevée en raison de facteurs socio-économiques, culturels et institutionnels défavorables (Tebeu et al., 2020).

À Madagascar, l'Enquête Démographique et de Santé (EDS 2021) a révélé que 29 % des femmes âgées de 15 à 49 ans ont déjà subi une forme de violence conjugale, dont 17 % de violences physiques et 8 % de violences sexuelles. Ces chiffres témoignent d'une réalité préoccupante et rejoignent les constats d'organisations internationales telles que l'UNICEF et ONU Femmes, qui alertent sur l'ampleur et la persistance des VBG dans les zones urbaines, notamment dans la capitale Antananarivo. Les contextes urbains, marqués par une densité de population élevée, des inégalités socio-économiques importantes et un accès limité aux structures de soutien, constituent des environnements propices à l'émergence et à la persistance des violences (Rakotomalala et al., 2019).

Toutefois, les disparités entre arrondissements de la capitale demeurent peu documentées, alors qu'elles pourraient refléter l'influence de facteurs locaux comme le niveau de vie, le chômage, l'éducation ou encore l'isolement social. Dans ce cadre, nous formulons l'hypothèse que les femmes vivant en dessous du seuil de pauvreté présentent un risque accru d'exposition aux violences psychologiques et physiques. De même, nous supposons que le chômage et le faible niveau d'éducation constituent des déterminants aggravants de la vulnérabilité aux VBG.

L'objectif général de cette étude est d'analyser les déterminants socio-économiques, les formes et les conséquences des violences basées sur le genre dans les 3^e et 5^e arrondissements d'Antananarivo, afin de mieux comprendre les facteurs qui influencent leur survenue et leur intensité. Dans ce cadre, les objectifs spécifiques consistent à décrire les

caractéristiques sociodémographiques des populations étudiées, à identifier les principaux facteurs socio-économiques associés à l'exposition aux violences basées sur le genre, à caractériser les types de violences déclarées par les victimes dans les deux zones, et à analyser les conséquences physiques, psychologiques et sociales rapportées par les enquêtés. La comparaison entre les deux arrondissements n'est pas énoncée comme un objectif en soi, mais constitue une démarche méthodologique permettant de mettre en évidence les ressemblances et les différences observées dans la fréquence, les formes, les causes et les conséquences des violences, afin d'éclairer de manière plus fine les dynamiques propres à chaque contexte local.

2. Matériel et méthodes

2.1. Population et échantillonnage

La population cible était constituée de résidents de moyenne durée (minimum un an) des deux arrondissements. Les critères d'inclusion étaient : être âgé(e) de 18 ans et plus, résider de façon permanente dans l'un des deux arrondissements, et avoir donné un consentement éclairé écrit. Les résidents temporaires ou de passage, ainsi que les personnes incapables de répondre pour des raisons de santé mentale ou physique ont été exclus.

Un échantillonnage aléatoire simple a été utilisé. Au total, 500 participants ont été enquêtés, soit 250 dans chaque arrondissement. Le nombre de sujets a été calculé de manière à obtenir une représentativité suffisante, en tenant compte de la taille de la population et d'un niveau de confiance de 95 %.

2.2. Collecte des données

La collecte des données s'est déroulée entre Mars et Juin 2024. Un questionnaire structuré a été conçu à partir d'une revue de la littérature récente et adapté au contexte malgache après une phase pilote menée auprès de 20 participants.

L'outil comportait des sections sur:

- Les caractéristiques socio-démographiques;
- Les types de violences subies (psychologique, physique, économique, sexuelle, mixte);
- Les conséquences sanitaires et sociales (blessures, isolement, troubles du sommeil, absentéisme, infections sexuellement transmissibles, etc.);
- Les causes perçues des violences (chômage, pauvreté, consommation de drogues, faible éducation, isolement, handicap, âge).

Les entretiens ont été conduits en face-à-face par des enquêteurs préalablement formés aux techniques d'enquête sensible et au respect des principes éthiques.

2.3. Considérations éthiques

Le consentement libre et éclairé a été obtenu avant chaque entretien, et la confidentialité des informations a été strictement respectée. L'étude a été approuvée par le Comité d'éthique de l'Université d'Antananarivo (Protocole N°2024-05).

2.4. Gestion et analyse des données

Les données ont été saisies en double pour réduire les erreurs et contrôlées par une procédure de vérification croisée. L'analyse a été effectuée à l'aide du logiciel R (version 4.2).

Des statistiques descriptives (fréquences, pourcentages, moyennes) ont été utilisées pour présenter les caractéristiques de la population et la répartition des types de violences. Les comparaisons entre le 3^e et le 5^e arrondissement ont été réalisées par le test du Chi² de Pearson ou le test exact de Fisher quand l'effectif attendu était < 5%. Les résultats ont été présentés avec des intervalles de confiance à 95 % et un seuil de significativité fixé à $p < 0,05$.

Pour évaluer la performance prédictive du modèle de vulnérabilité aux VBG, une courbe ROC (Receiver Operating Characteristic) a été tracée, avec calcul des indicateurs suivants :

Sensibilité (TPR) : proportion de victimes correctement identifiées

Spécificité (TNR) : proportion de non-victimes correctement identifiées

Précision : proportion de prédictions correctes parmi les individus classés positifs

Le seuil optimal a été déterminé en maximisant le Youden index (TPR – FPR).

2.5. Limites et biais

Un biais de sous-déclaration est possible, en raison de la sensibilité du sujet et de la crainte de représailles ou du jugement social. La désirabilité sociale a pu influencer certaines réponses, notamment concernant les violences sexuelles et économiques. Enfin, le caractère transversal de l'étude limite l'établissement d'un lien de causalité entre les facteurs étudiés et les violences rapportées.

3. Résultats

Au total, 500 personnes ont été initialement enquêtées. Après vérification, 30 questionnaires incomplets ont été exclus, laissant 470 participants inclus dans l'analyse finale, soit 94 % de la population initiale. Ces résultats permettent de présenter une vue

complète sur la répartition par genre, niveau socio-économique, revenu, types et causes de violences, ainsi que les conséquences subies. Des intervalles de confiance à 95 % (IC 95 %) ont été calculés pour chaque proportion afin de garantir la précision des estimations.

3.1. Répartition par genre

La majorité des participants sont des femmes, ce qui reflète la vulnérabilité accrue des femmes aux violences basées sur le genre et leur disposition plus fréquente à participer aux enquêtes. Dans le 3^e arrondissement, 93,94 % sont des femmes, 4,55 % sont des hommes et 1,52 % appartiennent à d'autres genres. Dans le 5^e arrondissement, la proportion féminine est légèrement inférieure (89,27 %) tandis que les hommes représentent 9,60 % et les autres genres 0,56 %. Ces chiffres indiquent une présence masculine environ deux fois plus élevée dans le 5^e arrondissement par rapport au 3^e.

Tableau I : Genres enquêté

Genre	Antananarivo 3	IC 95 %	Antananarivo 5	IC 95 %
Féminin	93,94 %	88,0–97,5 %	89,27 %	83,7–93,5 %
Masculin	4,55 %	1,5–10,0 %	9,60 %	5,5–15,7 %
Autres	1,52 %	0,2–5,5 %	0,56 %	0,0–3,1 %

L'analyse statistique montre que cette surreprésentation féminine est significative ($p < 0,05$) et reflète les différences de participation et de vulnérabilité selon le genre.

3.2. Niveau de vie

L'évaluation du niveau de vie montre que la pauvreté est prédominante dans les deux arrondissements. Dans le 3^e arrondissement, 60,32 % des participants se déclarent pauvres et 39,68 % non pauvres. Dans le 5^e arrondissement, la proportion de participants pauvres est légèrement plus élevée (64,57 %) contre 35,43 % non pauvres. Ces données confirment que la majorité des participants vivent dans des conditions socio-économiques fragiles.

Tableau II : Niveau de vie

Niveau de vie	Antananarivo 3	IC 95 %	Antananarivo 5	IC 95 %
Pauvre	60,32 %	51,5–68,6 %	64,57 %	56,2–72,3 %
Non pauvre	39,68 %	31,4–48,5 %	35,43 %	27,7–43,8 %

Ces résultats suggèrent que les programmes de prévention des violences doivent prioriser les populations à faible niveau socio-économique.

3.3. Revenu mensuel

L'examen des revenus mensuels confirme cette tendance à la précarité. Dans le 3^e arrondissement, 65,91 % des ménages disposent d'un revenu inférieur à 9 000 Ariary par jour, 27,27 % vivent avec un revenu autour de 15 000 Ariary, et seulement 6,82 % perçoivent plus de 30 000 Ariary.

Dans le 5^e arrondissement, la situation semble légèrement plus défavorable : 69,77 % des participants disposent de moins de 9 000 Ariary, 26,36 % d'un revenu autour de 15 000 Ariary et seulement 3,88 % dépassent 30 000 Ariary. Cette distribution indique que le 5^e arrondissement concentre davantage de ménages à faibles revenus par rapport au 3^e. La part très limitée des revenus supérieurs à 30 000 Ariary dans les deux zones souligne la faiblesse générale du pouvoir d'achat des participants.

Tableau III : Revenu par arrondissement

Revenu	Antananarivo 3	IC 95 %	Antananarivo 5	IC 95 %
< 9 000 Ariary	65,91 %	57,0–73,9 %	69,77 %	61,6–77,0 %
≈ 15 000 Ariary	27,27 %	19,6–36,2 %	26,36 %	19,1–34,9 %
> 30 000 Ariary	6,82 %	2,9–13,9 %	3,88 %	1,1–9,6 %

Ces résultats socio-économiques révèlent que les conditions matérielles des habitants sont majoritairement précaires, ce qui peut influencer leur vulnérabilité face aux violences. Les différences observées entre les deux arrondissements, bien que modestes, peuvent refléter des variations dans le niveau de développement local, l'accès aux ressources et la sécurité économique des ménages.

3.4. Types de violences

L'analyse des types de violences subies par les participants montre des profils distincts selon l'arrondissement. Dans le 3^e arrondissement, la majorité des victimes rapportent des agressions de type mixte, représentant 50,77 % des cas. La violence psychologique suit avec 29,23 %, tandis que la violence économique concerne 12,31 % des participants. Les violences physiques (4,62 %) et sexuelles (3,08 %) sont moins fréquentes mais restent présentes.

Cette répartition suggère que dans cet arrondissement, les victimes subissent souvent plusieurs formes de violence simultanément, ce qui peut avoir des conséquences plus complexes sur la santé et le bien-être.

Tableau IV : Type d'agression dans les 3^e et 5^e arrondissements

Type d'agression	Antananarivo 3	IC 95 %	Antananarivo 5	IC 95 %
Mixte	50,77 %	41,5–59,9 %	37,28 %	29,5–45,0 %
Psychologique	29,23 %	21,2–38,2 %	34,91 %	27,3–43,2 %
Économique	12,31 %	7,1–20,3 %	7,10 %	3,4–13,3 %
Physique	4,62 %	1,7–11,9 %	15,98 %	10,3–23,7 %
Sexuelle	3,08 %	0,8–10,6 %	4,73 %	2,0–10,8 %

Dans le 5^e arrondissement, les résultats présentent un profil différent. Les violences psychologiques sont légèrement plus fréquentes (34,91 %) que les agressions mixtes (37,28 %), mais la violence physique y est beaucoup plus représentée que dans le 3^e arrondissement (15,98 % contre 4,62 %). Les violences économiques (7,10 %) et sexuelles (4,73 %) restent minoritaires mais légèrement plus élevées pour la violence sexuelle par rapport au 3^e arrondissement. Ces données suggèrent que, dans le 5^e arrondissement, les victimes subissent plus fréquemment des violences physiques, ce qui peut indiquer un contexte social ou environnemental favorisant des interactions plus conflictuelles ou agressives.

Les comparaisons entre les deux zones permettent d'identifier plusieurs tendances importantes. Tout d'abord, la prévalence des agressions mixtes est nettement plus élevée dans le 3^e arrondissement, alors que la violence physique est plus fréquente dans le 5^e. La violence psychologique reste importante dans les deux arrondissements, ce qui souligne le rôle central de cette forme de maltraitance dans les expériences des victimes. En revanche, les violences économiques et sexuelles apparaissent globalement faibles mais diffèrent légèrement selon l'arrondissement, ce qui pourrait refléter des différences culturelles, économiques ou dans l'accès aux ressources et services de soutien.

3.5. Causes des violences

Dans le 3^e arrondissement, la majorité des participants (66,04 %) attribuent les violences à plusieurs causes simultanément, ce qui suggère que les situations de violence sont généralement multifactorielles et complexes. Parmi les causes spécifiques, le chômage est mentionné par 16,98 % des participants, suivi par la drogue et l'isolement (3,77 % chacun). Les faibles niveaux d'éducation et le handicap sont cités par 1,89 % des répondants chacun, tandis que

les violences impliquant des jeunes de moins de 35 ans représentent 5,66 %. Cette répartition indique que, dans le 3^e arrondissement, la combinaison de facteurs socio-économiques et comportementaux contribue de manière importante à l'occurrence des violences.

Tableau V : Causes des violences basées sur le genre dans les 3^e et 5^e arrondissements d'Antananarivo

Cause	Antananarivo 3	IC 95 %	Antananarivo 5	IC 95 %
Plusieurs causes	66,04 %	57,2–73,8 %	53,67 %	45,0–62,2 %
Drogue	3,77 %	1,2–9,5 %	8,47 %	4,4–15,7 %
Chômage	16,98 %	11,0–25,3 %	7,92 %	3,9–15,4 %
Faible éducation	1,89 %	0,3–6,5 %	19,21 %	13,1–27,1 %
Isolement	3,77 %	1,2–9,5 %	1,69 %	0,3–6,0 %
Handicap	1,89 %	0,3–6,5 %	1,13 %	0,1–4,5 %
Jeunes < 35 ans	5,66 %	2,4–12,8 %	7,91 %	4,0–15,0 %

Dans le 5^e arrondissement, le profil des causes est légèrement différent. Les violences attribuées à plusieurs causes restent majoritaires mais avec une proportion plus faible (53,67 %). La faible éducation émerge comme un facteur beaucoup plus important dans cette zone, affectant 19,21 % des participants, tandis que l'usage de drogue est cité par 8,47 %. Le chômage, en revanche, semble moins impactant (7,92 %) que dans le 3^e arrondissement. Les jeunes de moins de 35 ans représentent 7,91 % des cas, et les cas liés à l'isolement ou au handicap restent marginales (1,69 % et 1,13 % respectivement). La coexistence d'un faible niveau d'éducation avec un taux de chômage relativement bas dans le 5^e arrondissement s'explique par un recours plus important à l'économie informelle, qui offre des opportunités d'activités génératrices de revenus ne nécessitant pas de qualifications scolaires formelles.

Ces résultats indiquent que, bien que les causes multiples dominant dans les deux arrondissements, certaines différences contextuelles apparaissent. Dans le 3^e arrondissement, le chômage semble jouer un rôle plus prépondérant, tandis que dans le 5^e arrondissement, le niveau d'éducation faible constitue un facteur majeur de risque. L'augmentation relative des violences liées à la drogue et aux jeunes dans le 5^e arrondissement pourrait refléter des dynamiques sociales et culturelles spécifiques à cette zone, comme un accès plus limité aux ressources éducatives ou un environnement plus exposé à la consommation de substances.

3.6. Conséquences des violences

Dans le 3^e arrondissement, la grande majorité des participants (84,85 %) ont indiqué subir plusieurs conséquences simultanément, ce qui reflète la complexité et la gravité des effets des violences subies. Les autres conséquences mentionnées sont moins fréquentes : absentéisme (6,06 %), isolement (4,55 %), troubles du sommeil (3,03 %) et blessures physiques (1,52 %). Cette répartition suggère que les impacts des violences dans le 3^e arrondissement sont surtout multiples et interdépendants, touchant à la fois le bien-être psychologique, social et physique des victimes.

Dans le 5^e arrondissement, la tendance est similaire, avec une proportion encore plus élevée de participants subissant plusieurs conséquences (92,61 %). Les blessures légères concernent 3,98 % des victimes, les troubles du sommeil 1,14 %, les infections sexuellement transmissibles (IST) 0,57 %, et d'autres conséquences 1,14 %. La présence d'IST dans cette zone, bien que faible, indique que certaines violences ont des répercussions spécifiques sur la santé reproductive et sexuelle des victimes.

Comparativement, il apparaît que dans les deux arrondissements, les violences entraînent principalement des effets multiples, soulignant la nature multifactorielle et cumulée des conséquences.

Tableau VI : Conséquence des VBG dans les 3^e et 5^e arrondissements d'Antananarivo

Conséquence	Antananarivo 3	IC 95 %	Antananarivo 5	IC 95 %
Plusieurs	84,85 %	77,0–90,2 %	92,61 %	87,3–96,0 %
Absentéisme	6,06 %	2,4–13,3 %	—	—
Isolement	4,55 %	1,5–10,9 %	1,14 %	0,1–4,5 %
Blessure	1,52 %	0,2–5,5 %	3,98 %	1,7–8,8 %
Troubles du sommeil	3,03 %	1,0–8,9 %	1,14 %	0,1–4,5 %
IST	—	—	0,57 %	0,0–3,1 %
Autres	—	—	1,14 %	0,1–4,5 %

La proportion plus élevée de participants touchés par plusieurs conséquences dans le 5^e arrondissement (92,61 % contre 84,85 % dans le 3^e) pourrait être liée à l'intensité des violences physiques et psychologiques observée dans cette zone, comme indiqué précédemment. Les autres conséquences, bien que moins fréquentes, sont importantes à noter, car elles révèlent que les victimes peuvent souffrir d'absentéisme scolaire ou professionnel, d'isolement social, de troubles du sommeil, de blessures physiques

ou d'atteintes à la santé sexuelle, impactant ainsi leur qualité de vie sur plusieurs plans.

3.7. Corrélations entre variables

Tableau VII : Corrélations des paramètres

Paramètres	Niveau de vie	Revenu	Causes violence	Type d'agression	Conséquences
Niveau de vie	1	0,99*	0,88*	0,85*	0,91*
Revenu	0,99*	1	0,87*	0,83*	0,90*
Causes violence	0,88*	0,87*	1	0,92*	0,96*
Type d'agression	0,85*	0,83*	0,92*	1	0,95*
Conséquences	0,91*	0,90*	0,96*	0,95*	1

$p < 0,05$, * : statistiquement significatives

L'analyse des corrélations montre des liens significatifs entre toutes les variables socio-économiques et les violences. Le niveau de vie et le revenu sont extrêmement corrélés ($r = 0,99$, $p < 0,05$), confirmant que la précarité économique est un facteur central. Les causes des violences sont fortement corrélées avec le type d'agression ($r = 0,92$) et les conséquences ($r = 0,96$). Les conséquences sont également fortement corrélées avec le niveau de vie, le revenu et le type d'agression ($r = 0,90-0,95$), indiquant que la gravité des impacts dépend directement du contexte socio-économique et des causes.

Ces corrélations soulignent que les interventions doivent cibler simultanément les facteurs socio-économiques, éducatifs et comportementaux pour réduire efficacement les violences et leurs impacts.

4. Discussion

Les résultats de cette étude mettent en évidence la persistance des violences basées sur le genre (VBG) dans les 3^e et 5^e arrondissements d'Antananarivo, malgré les efforts institutionnels et communautaires visant à leur prévention. Sur un total de 500 personnes enquêtées, seules 30 ont été exclues, laissant 470 participants inclus dans l'analyse. La surreprésentation féminine est manifeste, avec 93,94 % des répondantes dans le 3^e arrondissement et 89,27 % dans le 5^e arrondissement, contre respectivement 4,55 % et 9,60 % d'hommes.

Cette distribution reflète la vulnérabilité des femmes face aux violences domestiques et sociales, confirmant les observations de [Gastineau \(2012\)](#) et [Randriamananjara \(2023\)](#), qui soulignent le rôle des normes socioculturelles et des rapports de pouvoir

déséquilibrés dans l'exposition féminine aux abus. Les participants appartenant à d'autres genres représentent une minorité marginale (1,52 % dans le 3^e et 0,56 % dans le 5^e arrondissement), ce qui limite les analyses spécifiques à ce groupe.

L'analyse socio-économique révèle que la pauvreté constitue un facteur prédominant dans les deux arrondissements. Dans le 3^e arrondissement, 60,32% des participants se déclarent pauvres, contre 64,57% dans le 5^e. La distribution des revenus montre que 65,91% des ménages du 3^e disposent d'un revenu inférieur à 9 000 Ariary par jour, contre 69,77% dans le 5^e, tandis que seuls 6,82% et 3,88% des ménages respectifs bénéficient de revenus supérieurs à 30 000 Ariary. Ces données confirment que la précarité économique constitue une cause majeure exposant à la vulnérabilité aux violences basées sur le genre (VBG), comme l'ont montré l'[UNICEF \(2022\)](#) et la [Banque mondiale \(2025\)](#).

Il est important de souligner que la vulnérabilité économique ne peut être considérée comme un type de violence en soi. La vulnérabilité économique est plutôt une condition contextuelle ou un facteur structurel qui accroît le risque d'être exposé à des violences, notamment économiques, psychologiques ou physiques. En d'autres termes, la pauvreté et l'insécurité économique augmentent la probabilité qu'une personne subisse une violence, mais elles ne constituent pas en elles-mêmes un acte violent. Cette distinction est fondamentale pour ne pas confondre la situation de la victime avec les actes des auteurs de violence, et pour mieux cibler les interventions visant à réduire les inégalités et la vulnérabilité socio-économique qui précèdent souvent les violences [w1][w2][w3].

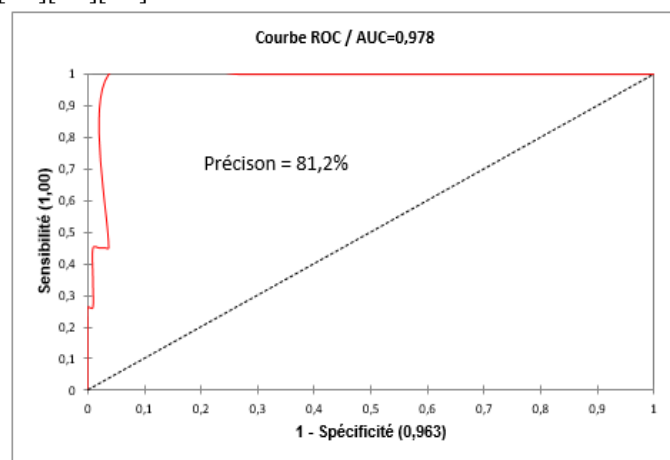


Figure 1 : Analyse ROC

Concernant les types de violences subies, les agressions mixtes dominent dans le 3^e arrondissement (50,77 %), suivies des violences psychologiques (29,23 %), économiques (12,31 %), physiques (4,62 %) et sexuelles (3,08 %). Dans le 5^e arrondissement, les violences psychologiques représentent 34,91 %, les agressions mixtes 37,28 %, tandis que les violences physiques sont significativement plus fréquentes (15,98 %), et les violences sexuelles atteignent 4,73 %. Ces profils indiquent que les victimes du 3^e arrondissement subissent souvent plusieurs formes de violence simultanément, traduisant une complexité dans les interactions sociales et familiales. La prévalence plus élevée de la violence physique dans le 5^e arrondissement peut refléter un contexte social plus conflictuel, en accord avec les observations de [Sarindra et al. \(2025\)](#).

Les causes identifiées montrent également des différences contextuelles. Dans le 3^e arrondissement, 66,04 % des participants attribuent les violences à plusieurs facteurs simultanément : le chômage affectant 16,98 % des cas, la drogue et l'isolement 3,77 % chacun, et le faible niveau d'éducation 1,89 %. Dans le 5^e arrondissement, 53,67 % des participants mentionnent des causes multiples ; mais le faible taux d'éducation représente 19,21 % des facteurs de risque tandis que le chômage seulement 7,92 %, et la drogue 8,47 %. Ces données soulignent le fait que, bien que les causes multiples dominent, le rôle de l'éducation et du chômage varie selon le contexte local, confirmant les conclusions de [Tebeu et al. \(2020\)](#) et [Rakotomalala et al. \(2019\)](#).

L'impact des violences est particulièrement important. Dans le 3^e arrondissement, 84,85 % des participants subissent plusieurs conséquences simultanément incluant absentéisme (6,06 %), isolement (4,55 %), troubles du sommeil (3,03 %) et blessures physiques (1,52 %). Dans le 5^e arrondissement, 92,61 % subissent des effets multiples avec des blessures légères (3,98 %), des troubles du sommeil (1,14 %) et des infections sexuellement transmissibles (0,57 %). Ces résultats montrent que la gravité des conséquences est corrélée à l'intensité et à la nature des violences subies, conformément aux observations de Médecins du Monde 2024.

Les analyses de corrélation confirment l'interdépendance des variables socio-économiques et des types de violences. Le niveau de vie et le revenu présentent une corrélation très forte ($r = 0,99$, $p < 0,05$) indiquant que la précarité économique est un facteur déterminant de vulnérabilité. Les causes de violence

sont fortement liées au type d'agression ($r = 0,87-0,92$) et aux conséquences ($r = 0,96$), démontrant que des situations multifactorielles conduisent à des impacts plus graves sur la santé physique et psychologique. Ces résultats s'alignent avec ceux de [Katende-Kyenda \(2025\)](#), [Ramaroson \(2022\)](#) et [Raheison \(2024\)](#) qui soulignent que la pauvreté, le chômage, le faible niveau d'éducation ainsi que l'isolement social augmentent la probabilité et la gravité des VBG.

La comparaison avec d'autres études africaines et malgaches confirme la cohérence de nos résultats. À Antsirabe, [Rakotomalala et al. \(2019\)](#) rapportent que 45 % des femmes ont subi des violences conjugales. Au Cameroun, [Tebeu et al. \(2020\)](#) montrent que le chômage féminin est fortement associé à l'exposition aux violences. Le rapport mondial de l'OMS (2021) indique qu'une femme sur trois a déjà subi une violence physique ou sexuelle, mettant en évidence la dimension globale du problème. Les études locales et régionales corroborent l'importance des déterminants socio-économiques, éducatifs et culturels dans l'exposition aux VBG ([UNICEF, 2022](#) ; [World Bank, 2025](#) ; [UNFPA, 2023](#)).

Les limitations de cette étude doivent être soulignées. Premièrement, l'échantillon est limité à deux arrondissements d'Antananarivo, ce qui restreint la représentativité et la généralisation des résultats à l'ensemble de la population urbaine. Deuxièmement, le biais de désirabilité sociale peut avoir conduit certains participants à minimiser ou à cacher leurs expériences de violences. Bien que l'étude ne permette pas d'établir un lien de causalité en raison de son design transversal, les associations observées entre les facteurs socio-économiques et les violences suggèrent des relations étroites nécessitant des investigations complémentaires.

Sur la base de ces résultats, plusieurs recommandations peuvent être formulées. Il est essentiel de mettre en place des programmes multisectoriels visant à réduire la pauvreté, à améliorer l'éducation, et à renforcer les réseaux communautaires de soutien pour les victimes. Des campagnes de sensibilisation ciblant la prévention des violences, la promotion de l'égalité des genres et le changement des normes sociales qui nécessite une approche multisectorielle combinant éducation, mobilisation communautaire, médias, renforcement juridique et engagement des leaders sociaux afin de transformer durablement les représentations et comportements liés au genre. Enfin, le renforcement des mécanismes de signalement et de prise en charge des victimes, incluant

l'accès aux services de santé, l'assistance juridique et psychologique, constitue un élément crucial pour briser le cycle de la violence (Katende-Kyenda, 2025 ; Rakotomalala et al., 2019 ; UNFPA, 2023).

Dans le cadre de cette étude, la courbe ROC peut être utilisée pour évaluer la performance d'outils de dépistage ou d'indicateurs de vulnérabilité dans l'identification des victimes de VBG. La sensibilité reflète la proportion de victimes correctement identifiées, tandis que la spécificité indique la proportion de non-victimes faussement classées. L'aire sous la courbe (AUC) permet de juger de la capacité discriminante globale de l'outil ou de l'indicateur, et ainsi de comparer la pertinence de différents seuils selon les réalités observées dans le 3^e et le 5^e arrondissement d'Antananarivo.

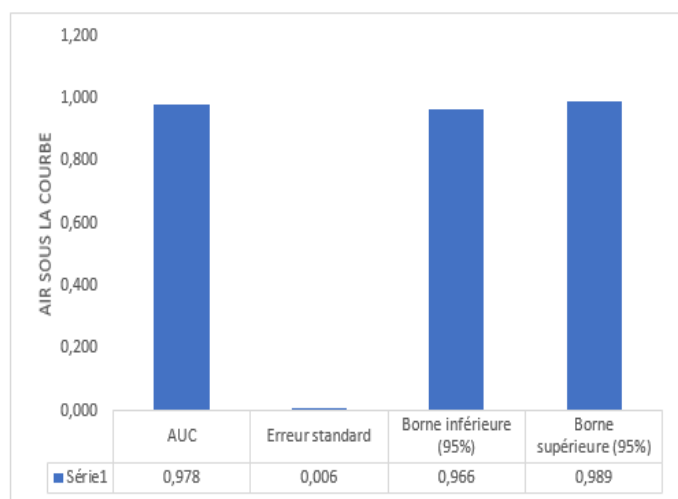


Figure 2 : Mesure de discrimination

L'analyse de la courbe ROC a permis d'évaluer la capacité prédictive du modèle de vulnérabilité aux violences basées sur le genre (VBG). L'aire sous la courbe (AUC) était de 0,978 (SE = 0,01, IC 95 % : 0,958–0,998, $p = 0,001$), indiquant que le modèle présente une capacité discriminante fort pour distinguer les individus exposés aux VBG de ceux non exposés. Bien que supérieure au hasard, cette performance suggère que le modèle nécessite des améliorations et l'inclusion de variables supplémentaires afin d'accroître sa précision prédictive.

5. Conclusion

Cette étude a documenté de manière détaillée les violences basées sur le genre (VBG) dans les 3^e et 5^e arrondissements d'Antananarivo, en lien avec les caractéristiques sociodémographiques, les types de violences, leurs causes et leurs conséquences pour les

victimes. Les résultats montrent une surreprésentation des femmes parmi les victimes et une prédominance des ménages à faible revenu, avec des liens significatifs entre précarité économique, chômage, faible niveau d'éducation et exposition aux VBG. Cependant, la nature transversale de l'étude limite l'établissement d'une relation causale entre ces facteurs socio-économiques et l'exposition aux violences, ce qui appelle à une interprétation prudente des corrélations observées.

Les analyses multivariées confirment que les situations de violence sont généralement multifactorielles et que la gravité des conséquences dépend directement des facteurs socio-économiques et des causes identifiées. Ce constat justifie la mise en place d'interventions ciblées visant à réduire la vulnérabilité économique et à prévenir les violences.

Sur la base de ces résultats, plusieurs recommandations concrètes sont proposées :

- Renforcer les programmes de formation et d'insertion économique pour les femmes, afin de diminuer leur exposition au chômage et d'améliorer leur autonomie financière.
- Développer des services de soutien psychosocial dans les deux arrondissements, incluant un accompagnement psychologique, un soutien social et l'accès aux réseaux communautaires de protection.
- Créer des mécanismes de signalement confidentiels et accessibles, permettant aux victimes de dénoncer les violences en toute sécurité et de recevoir une assistance appropriée.

Ces recommandations s'inscrivent dans une approche multisectorielle impliquant les autorités locales, les institutions de santé, les organisations communautaires et les acteurs de l'éducation. Enfin, la poursuite de la recherche locale est indispensable pour mieux documenter les dynamiques spécifiques à chaque arrondissement et pour évaluer l'efficacité des interventions, afin d'adapter les politiques publiques aux réalités urbaines malgaches.

Remerciements

Nous tenons à remercier (é) tous les collaborateurs pour l'aboutissement de cette recherche ainsi que les membres responsables des services de publication de la revue.

Financement

La source de financement est personnelle.

Conflits d'intérêt

L'auteur déclare qu'il n'y a aucun conflit d'intérêt sur l'article

Considérations éthiques

L'étude sur la violence basée sur le genre a été réalisée à Madagascar après approbation d'un comité d'éthique des autorités compétente, le respect des principes de confidentialité et de non-malfaisance et en conformité avec la loi n°2019-008 relative à la lutte contre les violences basées sur le genre.

Contributions des auteurs

R.S. : idée et rédaction du manuscrit,

R.R.J. : préparation et discussion,

R.A.A. : traitement de donnée, analyse.

ORCID des auteurs

Raharijaona S : <https://orcid.org/0009-0009-4107-4800>

Randriamanantena R.J : <https://orcid.org/0009-0007-1058-212X>

Rabarison A.A : <https://0009-0002-2422-1791>

Références bibliographiques

- [w1] <https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/violences/violences>
- [w2] <https://canadianwomen.org/fr/les-faits/violence/>
- [w2] <https://www.erudit.org/fr/revues/socsoc/2019-v51-n1-2-socsoc05787/1074735ar/>
- Gastineau, P. (2012). *Violences basées sur le genre et normes socioculturelles en milieu urbain*. Paris : Éditions Harmattan, pp. 45–68.
- Institut National de la Statistique (INSTAT) Madagascar, ICF. (2021). Enquête Démographique et de Santé Madagascar. Antananarivo: INSTAT, p. 250–260.
- Katende-Kyenda, N. (2025). *Impact of unemployment and social isolation on gender-based violence in urban Cameroon*. Yaoundé : University of Yaoundé Press, pp. 11–36.
- Médecins du Monde. (2024). *Violences basées sur le genre et accès aux services de santé à Madagascar*. Antananarivo : Médecins du Monde, pp. 9–31.
- ONU Femmes. (2022). *Rapport sur les violences faites aux femmes à Madagascar*. Antananarivo: ONU Femmes, p. 32–40.
- Organisation mondiale de la Santé (OMS). (2021). *Violence against women prevalence estimates, 2018*. Geneva: WHO, p. 15–20.
- Raherison, P. (2024). *Éducation et prévention des violences domestiques : Analyse à Madagascar*. Antananarivo : Presses Universitaires Malgaches, pp. 14–40.

- Rakotomalala, F., Rabarisoa, M., & Andriamiarisoa, J. (2019). Prévalence des violences conjugales à Antsirabe, Madagascar. Antananarivo : *Journal Malgache de Santé Publique*, 8(2), pp. 45–57.
- Rakotomalala, R., Razafindrakoto, J., & Roubaud, F. (2019). Urban poverty and gender-based violence in Madagascar: a mixed-methods approach. *Revue Tiers Monde*, 239(3), 101–122.
- Rakotomamonjy, R., Rasoanomenjanahary, H., & Andrianantenaina, S. (2021). *Étude sur les violences domestiques et l'éducation à Madagascar*. Antananarivo : Université d'Antananarivo, pp. 33–59.
- Ramaroson, H. (2022). Jeunes et vulnérabilité aux violences domestiques à Antananarivo. Antananarivo : *Revue Malgache de Sociologie*, 5(2), pp. 55–73.
- Randriamananjara, L. (2023). *Facteurs socio-économiques et violences domestiques à Antananarivo*. Antananarivo : Université d'Antananarivo, Département de Sociologie, pp. 23–57.
- Sarindra, V., Raharimanana, T., & Andrianarisoa, M. (2025). Violences multiples en milieu urbain africain : Étude comparative. Nairobi : *African Urban Health Observatory*, pp. 78–102.
- Tebeu, P.-M., Fomulu, J. N., & Chiabi, A. (2020). Chômage féminin et exposition aux violences domestiques au Cameroun. *BMC Public Health*, 20, pp. 1125–1137.
- Tebeu, P.M., Fomulu, J.N., Ngassa, P., Kouam, L., & Simo, G. (2020). Domestic violence in sub-Saharan Africa: risk factors and consequences. *African Journal of Reproductive Health*, 24(3), 55–63.
- UNFPA. (2023). *Programme de prévention des violences basées sur le genre en milieu urbain africain*. Nairobi : UNFPA, pp. 5–29.
- UNICEF. (2021). *Situation des enfants et des femmes à Madagascar: Rapport annuel 2021*. Antananarivo: UNICEF, p. 18–22.
- UNICEF. (2022). *Rapport sur la protection de l'enfance et la prévention des violences basées sur le genre à Madagascar*. Antananarivo : UNICEF Madagascar, pp. 12–34.
- World Bank. (2020). *Gender-Based Violence: An Analysis of the Madagascar Context*. Washington, DC: World Bank, p. 44–49.
- World Bank. (2025). *Gender-based violence and socio-economic vulnerability in Sub-Saharan Africa*. Washington, DC : World Bank, pp. 45–69.